

Journées d'été des écologistes, Poitiers, 22/24 août 2012

Synthèse de l'atelier

Quelles productions pour demain?

Avec: Christophe Porquier, animateur des débats, Vice-Président EELV du Conseil régional de Picardie; Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives économiques; Gérald Dumas, secrétaire fédéral de la Fédération générale des mines et de la métallurgie / CFDT, en charge de l'analyse économique et de la RSE; Frédéric Grivot, Vice-Président de la CGPME, Président de l'Union nationale de la petite et moyenne industrie (UNPMI); François de Ruggy, co-président du Groupe EELV à l'Assemblée nationale, Député de Loire-Atlantique

Diagnostic d'une industrie française en peine:

- La France a, avec la Grèce, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée la plus faible d'Europe (++ perte de vitesse de l'industrie automobile et sous-traitants,...). Cette situation est très pénalisante: on peut vivre du service, par exemple du tourisme, mais il faut un très grand nombre de touristes pour se payer les biens industriels nécessaires (Guillaume Duval).
- La financiarisation de l'économie a accru la perte en puissance de l'Industrie. Le Projet industriel et la finance sont déconnectés (Gérald Dumas).
- La France (et l'Europe) doit faire face à des ressources en matières premières épuisées, qu'il lui faut acheter ailleurs (G. Duval).
- Un problème industriel majeur français réside dans la faiblesse du bien d'équipement: l'activité de fabrication de machines pour usines représente un million d'emplois en Allemagne, 200 000 en France (G. Duval).
- La France compte, contrairement à l'Allemagne, relativement peu d'entreprises de taille intermédiaire. Au regard de son ampleur, ce retard est difficile à rattraper (G. Duval).
- Le taux de change de l'euro est un facteur explicatif majeur de la désindustrialisation accélérée de la France. L'écart des salaires avec les USA et le Japon s'est notamment accru de 2000 à 2010 (*Du fait de la crise de l'euro, cet écart est néanmoins en train de diminuer*). L'Allemagne, grâce à sa spécialisation (ex.: BMW, machines de pointe,...), a résisté, cependant il s'agit d'une exception à la règle en Europe (Par ailleurs, l'industrie allemande produit beaucoup à l'extérieur) (G. Duval).
- Les délocalisations concernent toutes les entreprises et pas seulement les grands groupes. Des sociétés d'*outsourcing* conseillent les entreprises de toutes tailles pour les « aider » à délocaliser. Les distorsions de coûts du travail sont, aussi, internes à l'Union européenne. Par exemple, un salarié coûte € 25,- de l'heure à Renault en France, contre € 2,50 en Roumanie... (François de Ruggy).
- L'Industrie (+++ PMI) souffre d'une mauvaise image, d'un retard en R&D / création, de difficultés de financement et de prélèvements trop importants (Frédéric Grivot).

Atouts de l'industrie française:

- Les salariés français demeurent parmi les plus productifs (G. Duval).
- Le coût du travail en France est parmi ceux qui a le moins augmenté. Les salaires dans l'industrie allemande restent notamment supérieurs, même si l'écart s'est réduit (G. Duval).
- Potentiel énergétique: la France dispose du deuxième territoire maritime mondial en termes de taille, une ressource potentielle considérable (F. Grivot et G. Dumas). Ne pas avoir de ressources en matières premières immédiatement disponibles pourrait même être un atout: les Etats gâtés en matières premières ont tendance à se comporter en *rentiers* (G. Duval).
- Une culture scientifique et technique (F. Grivot).
- Des dispositifs de soutien, bien que pas toujours convenablement opérationnels (cf. ci-après) (F. Grivot).

Que faire?

- Certaines protections aux frontières seraient tout à fait légitimes (G. Duval, et G. Dumas au nom de la CFDT, favorable à la protection de l'Europe à l'égard du dumping environnemental et social). Une nuance de G. Duval: il faut cependant aussi veiller, pour des raisons socio-économiques, et politiques, à certaines intégrations économiques, en particulier en ce qui concerne la rive Sud de la Méditerranée.
- La fiscalité joue un rôle majeur dans l'aiguillage des agents économiques. Elle doit peu à peu être orientée vers l'intérêt collectif (protection de l'Environnement écologique,...). Illustration: si les fabricants d'automobiles ont misé sur le diesel, c'est parce qu'on les y a incités fiscalement. Dans ce contexte, les recettes fiscales, au total, doivent par ailleurs, d'évidence, être maintenues. Cela signifie que des incitations fiscales vers des filières *vertueuses* devront immanquablement être compensées par des pénalités sur des secteurs moins favorables voire *nuisibles* à l'intérêt collectif (François de Rugy).
- Il faut renforcer le dialogue social et la vision de long terme. Les Etats généraux de l'Industrie sont un exemple de ce qui peut être fait. Un exemple concret de l'utilité socio-économique du dialogue social: Bosch Vénissieux (F-69), où l'implication de toutes les parties prenantes et le dialogue ont permis de sauver un site. Grâce au savoir et à l'implication des salariés et de leurs représentants et à un dialogue étroit avec la présidence de Bosch Monde, il a été possible de convertir une production d'injecteurs pour moteurs diesel, condamnée, vers le photovoltaïque: 450 emplois sur 500 sauvés (*Le dialogue chez Bosch fut néanmoins vraisemblablement rendu plus « facile » par la structure « familiale » de l'entreprise*) (G. Dumas).
- L'Etat devrait accompagner les filières, donner une impulsion. Il devrait inciter les investisseurs à revenir vers l'Industrie. Il ne s'agit pas ici pour l'Etat de *faire*, mais de montrer une voie (F. Grivot).
- Il faudrait aider les PME/PMI à se libérer de leur soumission aux grands groupes. Par exemple, les pouvoirs publics devraient veiller à l'application de la Loi sur les délais de paiement (F. Grivot).
- Il faut ramener l'Entreprise près de l'Université et des Grandes écoles: certaines filières sont en déficit de formation. Il faut réussir à mettre en place l'adéquation Production – Formation. Il y a une perte de savoir-faire. Exemple: dans le secteur du vêtement de luxe, on ne sait plus fabriquer de boutons ni de broderies en France (F. Grivot).
- L'image de l'Industrie doit être réhaussée. Par exemple, des initiatives qui créent du lien entre les professionnels, les élèves, les parents d'élèves,..., devraient être prises (F. Grivot).
- Le crédit d'impôt-recherche devrait être employé à bon escient: il conviendrait d'exiger un *reporting* des bénéficiaires. Ces fonds doivent aller effectivement vers les PME/PMI et être correctement utilisés. Aujourd'hui, les PME/PMI ont de facto des difficultés à avoir accès à des financements pour la recherche. Les grands groupes sont privilégiés. Ces crédits sont même mis au profit, parfois, de l'ingénierie financière! (F. Grivot et G. Dumas).
- Le fait que le retour sur investissement pour une entreprise industrielle est de l'ordre de cinq à sept ans devrait être intégré. De ce point de vue, il conviendrait, en matière de réglementation, de savoir aussi faire une « pause » (F. Grivot). Une nuance: des normes avancées peuvent ne pas être un inconvénient pour l'industrie, comme le montre l'exemple allemand (G. Duval).
- Une personne dans la salle a souligné l'intérêt socio-économique, en Allemagne, de la coopération étroite entre les entreprises, les salariés, et les *Landesbanken*, par définition proches des *Länder*. Remarque de G. Duval: la France souffre, globalement, de mille ans de centralisation progressive, qu'il est très difficile d'inverser rapidement.
- Une autre intervenante dans la salle a mis en exergue l'importance de faire porter la réflexion sur la production industrielle non seulement sur le *Comment produire?* mais aussi le *Quoi produire?*. Par exemple, on ne saurait justifier la production de mines antipersonnel, au prétexte qu'on le ferait par le biais de coopératives.